

## La doctrine de la dictature et le racisme perdurent au sein des forces de sécurité



**Auteur :** Dennis Oliveira

**Source :** *Revista Forum* - 18 octobre 2011

<http://www.revistaforum.com.br/dennisdeoliveira/2011/10/18/doutrina-da-ditadura-e-racismo-continua-firme-e-forte-nas-forcas-de-seguranca/>

**Traduction :** Etienne Bouchard pour Autres Brésils

---

Le nombre de personnes assassinées par des policiers militaires en dehors de leur service a augmenté de 50% entre septembre 2010 et août 2011, selon un reportage publié par le journal *O Estado de S. Paulo* le 17/10/2011. Cela arrive au moment où l'on assiste à une baisse des homicides dans l'état et le pays. Le reportage montre aussi une augmentation des coups et blessures commis par des policiers militaires en dehors de leur service – l'augmentation durant cette même période a été de 17%.

Une donnée importante à propos de la violence au Brésil s'exprime par la baisse des homicides atteignant des Blancs et une augmentation des victimes noires. Selon la Carte de la Violence de 2011, le nombre de victimes blanches est tombé de 18 852 à 14 650, ce qui représente une différence négative significative, de l'ordre de 22,3%; alors que parmi les Noirs, le nombre de victimes d'homicides a augmenté de 26 915 à 32 349, ce qui représente une hausse de 20,2%. Cette même étude calcule l'indice de victimisation noire, qui désigne la probabilité (plus grande, égale, plus petite) de victimisation des Noirs dans des homicides au Brésil. Cet indice est en augmentation :

- En 2002, proportionnellement, comparés aux Blancs, 45% de Noirs en plus sont morts dans des cas d'homicides ;
- En 2005, cet indice a bondi et atteint 80,7%
- Et, finalement, en 2008, le taux a grimpé de manière impressionnante jusqu'aux 111,2% !

Ces données sont le fruit d'une augmentation vertigineuse du taux d'homicides dans les états comptant une forte présence de la population noire. **Les états où l'on tue le plus de Noirs au Brésil sont, dans l'ordre, Pernambuco, Alagoas, Espírito Santo, le District Fédéral et Rio de Janeiro.**

L'indice de victimisation noire en Alagoas est de 1 225,9%; au Paraíba, de 1 099%; en Amapá, 748,1%. Le cas de l'Alagoas est emblématique, car l'état est le premier dans le rang des taux d'homicides en général; mais quand il s'agit uniquement de la population blanche, il est placé 24ème. Il y a là-bas une action explicite de génocide de la population noire dans l'état. Le Paraíba se trouve dans une situation similaire, il représente l'état avec le taux d'homicides le plus bas du pays concernant les Blancs, mais quand il s'agit de la population noire, il est le septième.

**Ces dernières données révèlent les maux d'une société dans laquelle les valeurs de la consommation sont placées au premier plan.** Ce qui a fait s'accroître l'industrie de la sécurité privée qui, employant des policiers en dehors de leur service, apportent dans ce type de « service » toute une culture de la violence empreinte de racisme ainsi qu'une main d'œuvre « qualifiée ». De plus, cette situation en appelle une autre d'importance, qui est la nécessité de revoir le profil idéologique cristallisé dans le secteur de la sécurité du pays, où un service public essentiel est placé de toute évidence au service du patrimoine, au détriment de la défense de l'être humain et de la démocratie.

### **Idéologie de la dictature**

En 1988, une organisation du mouvement noir appelé UNEGRO (Union des Noirs Pour l'Égalité) défendait la thèse selon laquelle existait au Brésil un processus d'extermination programmée de la population noire et pauvre. L'organisation se basait sur un document de l'École Supérieure de la Guerre, de 1988, intitulé « Structure pour le pouvoir national au XXI siècle », ce document soulignait que les foyers potentiels de déstabilisation des « pouvoirs institués » étaient constitués par les ceintures de misère et les « mineurs abandonnés ». Le document de l'ESG préconisait une action préventive des forces de sécurité d'abord, puis, des Forces Armées elles-mêmes, pour « détruire cette horde de bandits, les neutraliser et les détruire littéralement pour que soit maintenus l'ordre et la loi ».

Ce que l'on remarquait alors était une transition d'une idéologie de la répression politique des années 70 (symbolisée dans l'École Supérieure de la Guerre, *think tank* de la doctrine de la dictature militaire) à la sécurité publique du début du XXIème siècle, principalement

lorsque les gouvernements brésiliens élus en 1989, 1994 et 1998 ont inséré le pays dans la doctrine néolibérale qui s'est traduite par une intensification de la concentration des revenus. La logique des interrogatoires avec raffinements de torture dans les commissariats, l'attitude ostensiblement violente des agents de la PM dans les rues, la manipulation des preuves, entre autres choses, et jusqu'à la position presque institutionnalisée de justifier les actes violents de la police par une réponse à la supposée résistance de la victime, rappelle ces périodes de répression politique.

Pour toutes ces raisons, il est important que le mouvement luttant pour la Commission Vérité et la clarification des crimes commis pendant la dictature élargisse le débat au-delà du simple dévoilement de ce qui s'est passé durant cette période. La vérité de cette époque doit être mise en avant comme un élément déterminant pour une transformation profonde au sein des forces de sécurité du pays. Pays qui, bien qu'il ait consolidé le régime démocratique, est encore lié à des institutions qui fonctionnent sous la doctrine de la dictature militaire. Le problème majeur étant que les victimes ne sont pas seulement des militants politiques, mais des hommes et des femmes simples, des Noirs en majorité, dont le principal crime est de vivre dans les périphéries.